



Les droits sociaux et les libertés ne sont pas négociables !

Suite à la crise du covid mais, aussi, dans la continuité d'une logique de profit à tout prix, les plans de licenciements se multiplient de la part des grandes entreprises. Sur l'ensemble du territoire, des petites entreprises, des commerces ferment, mettant de plus en plus de personnes au chômage et dans la précarité.

Celle-ci s'est encore développée au plus grand profit du patronat, Medef en tête, et au détriment particulièrement des femmes. Alors que la crise a révélé de façon criante des inégalités sociales, rien ne semble véritablement prévu pour traiter la situation. Parmi les plus touché.es, les jeunes sont en première ligne. La priorité doit être donnée à la jeunesse, en particulier par l'éducation, la formation, l'insertion et l'emploi.

Depuis plusieurs années, les moins de 25 ans, surtout les moins qualifié.es, ont un taux de chômage deux fois plus élevé que celui de leurs aîné.es. Il faut attendre l'âge de 29 ans en moyenne pour obtenir son premier emploi stable. La crise sanitaire aggrave la situation et impacte l'ensemble des recrutements et particulièrement celui des jeunes.

De plus, la jeunesse est singulièrement visée par les politiques gouvernementales régressives (baisse des APL, réformes du bac, de l'université et de la recherche...) et subit, dès qu'elle se mobilise, une répression inadmissible.

Au contraire, il est urgent de suspendre immédiatement la réforme de l'assurance chômage que le Conseil d'État a censuré en partie et de lui substituer une protection sociale garantissant le droit au travail et à un revenu de remplacement pour toutes et tous.

L'annonce de l'aide, pour quelques mois, de 900 euros, pour certain.es précaires, sonne comme une provocation au vu des conditions drastiques de son obtention. C'est une aumône qui exclut la majorité des 2 à 3 millions de précaires, intérimaires, saisonnier.es, extras hôteliers, guides touristiques, CDD de tous les secteurs et tous les travailleurs et travailleuses sans papier.

Dans le même temps qu'il nous impose de graves régressions sociales, le gouvernement remet à l'ordre du jour une réforme systémique des retraites et laisse, à nouveau, entrevoir des mesures d'âge ou d'allongement des durées de cotisation.

Dans ce contexte, le gouvernement multiplie les lois liberticides portant atteintes à des libertés fondamentales : le projet de loi sécurité globale, le nouveau schéma national du maintien de l'ordre, le délit d'entrave compris dans la loi de programmation de la recherche, le projet de loi censé renforcer les principes républicains. Ces choix marquent une dérive autoritaire inquiétante.

Le but du gouvernement est clairement de restreindre la liberté d'informer, la liberté de la presse et de priver la population d'user de son droit d'expression, d'être informée, de manifester, de s'organiser pour gagner de nouveaux droits.

Les violences policières sont récurrentes dans les quartiers populaires depuis trop longtemps et deviennent courantes dans les manifestations et dans la société. Plutôt que de les faire cesser, le gouvernement choisit de les invisibiliser.

Le 5 décembre, les organisations CGT, FSU, Solidaires, FIDL, UNL, MNL, Unef appellent à participer aux nombreuses manifestations et initiatives pour le droit au travail, l'emploi, contre le chômage et la précarité, pour les libertés et les droits, contre les violences sociales et les violences policières.

Le 4 décembre 2020